



vie féminine

Temps subi, temps choisi **Reprenons du pouvoir sur le temps !** *Semaine d'étude, Namur, 3,4 et 5 juillet 2012*

Les femmes, rassemblées en Congrès à Vie Féminine en 2010, ont affirmé haut et fort leur droit à bénéficier de temps pour elles. Un luxe ? Une lubie ? Non, une légitime aspiration face au constat que leur temps est toujours sous contrôle : contrôle professionnel de l'organisation (ou de la désorganisation) du travail qui empiète sur les autres temps de vie, contrôle privé du conjoint ou de la famille qui ne peuvent se débrouiller sans elles, contrôle social d'institutions dont elles dépendent ou des mentalités toujours sexistes qui associent féminité et dévouement aux autres. Quelle que soit leur situation, les femmes sont des observatrices privilégiées d'une organisation sociale qui fonctionne sur l'appropriation ou l'exploitation de leur temps au service des autres, et plus encore quand elles sont peu qualifiées, d'origine étrangère, mères de famille, etc.

En effet, l'inégale répartition des usages et valeurs de la ressource « temps » entre hommes et femmes mais aussi entre femmes est une manifestation quotidienne du pouvoir patriarcal, capitaliste et raciste qui s'exerce sur les femmes. Qu'on le veuille ou non, ce pouvoir du temps structure fortement nos existences, dans la sphère sociale comme dans la vie intime. Un changement passera donc inévitablement par la prise de conscience et la déconstruction de la manière dont ce pouvoir s'exerce sur nous et sur toutes les femmes. Mais cela ne suffit pas ! Car le temps peut être envisagé comme un outil capital pour renverser la vapeur et atteindre l'égalité dans notre société. Pour s'en saisir, encore faut-il pouvoir se libérer de l'emprise du temps, se le réapproprier individuellement et collectivement, résister et créer des alternatives. La semaine d'étude est un moment idéal pour s'arrêter sur ces enjeux.

Temps subi : un pouvoir aux mains du patriarcat, du capitalisme et du racisme

C'est dans la division sexuelle du travail (au sens large) qu'on peut constater très concrètement l'emprise du système patriarcal dans la vie quotidienne des femmes. En moyenne, elles passent deux fois plus de temps que les hommes à réaliser des tâches domestiques ou à s'occuper des enfants¹. La « double journée » n'est donc absolument pas un concept dépassé ! On constate même que depuis 10 ans, la tendance vers une répartition plus égalitaire des tâches domestiques est en panne, mais que le temps libre des hommes continue à augmenter (dépassant de 6h/semaine celui des femmes). De plus, la charge mentale de l'organisation des différents temps de vie de la famille repose toujours sur les femmes. En plus d'assumer le principal des tâches, elles doivent jongler pour coordonner les horaires de crèches ou d'école, les activités extrascolaires ou de loisirs, les rencontres sociales et familiales, les temps de repas, de soin, de sommeil, etc., ce qui relève du défi avec des rythmes professionnels et scolaires aussi peu articulés entre eux.

L'entrée massive des femmes sur le marché du travail n'a donc bousculé qu'en surface la répartition inégalitaire des tâches et des rôles. C'est parce que le système économique

¹ *Femmes et hommes en Belgique. Statistiques et indicateurs de genre (2^{ème} édition)*, Bruxelles : Institut pour l'Égalité des Femmes et des Hommes, 2011, p. 178-192.

capitaliste exploite et renforce cette organisation inégalitaire du travail et du temps dans sa course au profit. De plus, sous l'impulsion des politiques néolibérales, les réglementations sur le temps de travail (standards de durée, congés, interruption, etc.) construites pendant des décennies de luttes sociales se désagrègent tandis que les formules de temps partiels et flexibles - donc d'autant plus précaires - se multiplient. Celles-ci sont présentées comme des opportunités pour les femmes de pouvoir soi-disant concilier facilement les temps dédiés au travail rémunéré avec ceux relevant de la sphère privée. En réalité, il s'agit surtout pour les entreprises de rogner toujours plus sur les coûts en ne comptabilisant que le temps effectivement travaillé et en mobilisant la main d'œuvre aux moments où elle est vraiment nécessaire (pic de production, de fréquentation, etc.). Finalement, ces emplois peuvent compliquer davantage l'organisation des différents temps de vie et renforce encore l'implication des femmes dans la sphère privée en rognant d'autant sur leur autonomie.

N'oublions pas toutes celles qui ne travaillent pas dans le secteur formel, et qui ne sont donc pas protégées en termes d'heures et de durée du travail. La situation des femmes qui travaillent à domicile (ex. accueillantes, titres-services, etc.) est particulièrement difficile, car sans limites perceptibles, sous contrôle permanent, à la merci d'un tiers qui respectera d'autant moins les règles que le rapport social est inégalitaire. De plus, les personnes hors du marché du travail (sans emploi, sans statut, sans papier, etc.) doivent de plus en plus souvent rendre des comptes sur ce qu'elles font de leur temps, sous peine d'être exclues de dispositifs sociaux censés leur permettre de s'en sortir (ex. activation).

Pour échapper à ces contraintes sur le temps, les plus privilégiés, hommes et femmes, pourront sous-traiter une série de tâches considérées comme secondaires (nettoyage, courses, récupération des enfants à la sortie de l'école, etc.) à d'autres personnes, souvent des travailleuses précaires, souvent des femmes issues de l'immigration. On voit même se développer aujourd'hui, dans le cadre de l'économie globalisée, des filières de recrutement de « bonnes » ou de « nounous » venant des pays du Sud dans l'espoir d'une vie meilleure et à qui on délègue le travail domestique et de soin. Le temps ainsi « libéré » permettra de travailler plus encore ou de s'adonner aux activités correspondant à son standing social et générant une plus-value personnelle ou sociale (ex. vacances, activités culturelles, sociales ou politiques, etc.). Les femmes jouent donc clairement le rôle d'amortisseur temporel, dans la sphère privée comme sur le marché du travail et en subissent toutes les conséquences, notamment un fréquent épuisement mental et physique.

Enfin, ces pressions concrètes sur le temps s'accompagnent de phénomènes plus diffus comme une accélération globale des rythmes de vie ou une attente de rentabilité qui pèse sur chaque instant. Nos sociétés occidentales sont même qualifiées d'hyperactives. Il n'y aurait plus de place pour l'ennui, la paresse, le temps mort, la lenteur... Cela se traduit dans le quotidien. Dans certains milieux, les enfants enchaînent les activités extérieures : école, sport, musique, scoutisme, etc., mobilisant du même coup un parent - souvent la mère ou la grand-mère - pour faire le taxi. Les médias et les outils de communication, anciens comme nouveaux (télévision, réseaux sociaux, consoles de jeux, téléphones intelligents, etc.) dévorent aussi pas mal de temps chez les adolescents comme chez les adultes, en plus d'accentuer le sentiment d'immédiateté et d'urgence.

On constate également une compression dans l'enchaînement des cycles de vie, la période de productivité et de consommation étant valorisée au détriment des autres (enfance, vieillesse). Concrètement, cela encourage des filles de plus en plus jeunes à mimer des comportements d'adultes (phénomène d'hypersexualisation) bien avant d'en avoir saisi réellement les codes et pour les femmes, il s'agit de lutter à tout prix contre la vieillesse (cosmétiques, chirurgie, etc.). Tous ces phénomènes engendrent leur lot de stress et de

frustrations individuelles. Mais à une échelle plus globale, ils alimentent aussi le fonctionnement de la société de consommation et colonisent les esprits, au service de la reproduction des inégalités patriarcales, capitalistes et racistes.

Temps choisi : le « pouvoir de » tout transformer ?

« Plus de temps pour soi, mais pour quoi faire ? » se demandent certain-e-s. Individuellement, il s'agit déjà de pouvoir souffler, de dire non à l'obligation de faire passer les autres avant soi et à la culpabilité de ne pouvoir tout concilier, de récupérer des marges de manœuvre pour exister à la première personne du féminin singulier ! Car les femmes paient un lourd tribut, tant sur le plan physique que mental, au poids des responsabilités conjuguées. Dans ce contexte, l'aspiration des femmes à avoir plus de temps pour soi résonne plutôt comme une volonté de sortir des carcans imposés par les systèmes de domination et de reprendre du pouvoir sur sa vie. Mais la réappropriation individuelle de temps libre suffit-elle ? Comment faire pour que le temps libre des unes ne se traduise pas en contraintes supplémentaires pour les autres ?

D'abord, récupérer du temps, même individuellement, c'est plus facile à dire qu'à faire. Il n'est pas rare en effet que cela demande des stratégies, des négociations, de petits arrangements avec ses proches et avec soi-même. Les femmes qui ne travaillent pas à l'extérieur témoignent de la difficulté de faire reconnaître ce droit au temps pour soi, quand tout leur quotidien est axé sur le service à leur famille. Les travailleuses connaissent, elles, des difficultés pour réduire leur temps de travail quand elles en ont besoin, sans perdre trop financièrement ou pour leurs droits sociaux. C'est aussi souvent une lutte contre les habitudes, les mentalités et les discours dominants qui reproduisent les privilèges sexués et traquent la moindre minute de temps « libre » à remplir. Les lieux d'échange et de soutien entre femmes constituent souvent une ressource précieuse pour se renforcer à cet égard.

Ensuite, les propositions qui mettent au centre de leurs préoccupations la question de la redistribution du temps ne manquent pas. Les féministes revendiquent depuis longtemps un partage égalitaire des tâches et l'investissement dans des services collectifs de qualité. Les syndicats remettent au goût du jour les revendications sur la réduction collective du temps de travail qui étaient quelque peu tombées aux oubliettes. Certaines alternatives ont le vent en poupe, comme les systèmes d'échanges locaux (SEL), les donneries et autres groupes d'achats communs (GAC). Cela consiste à éviter le marché des biens et des services, en préférant faire soi-même, en s'échangeant des heures d'activités sans tenir compte de leur valeur marchande (2 heures de soutien scolaire contre 2 heures de jardinage par exemple), ou en faisant bénéficier les autres de ce dont on n'a plus besoin et vice-versa. Au cœur du monde du travail, au Nord comme au Sud, l'entreprise dite « d'économie sociale » implique les travailleuses et travailleurs dans les décisions importantes qui auront des répercussions sur la nature et le rythme de leur travail. Dans certaines villes européennes, notamment en Italie, sous l'impulsion des mouvements féministes, ce sont de vraies politiques temporelles qui ont vu le jour, mêlant à la fois l'« échange de services gratuits mesurés en heure » (les banques du temps) avec la réorganisation de rythmes collectifs (écoles, administrations, commerces, etc.) par exemple.

On le voit, il ne s'agit donc pas seulement de choix personnels et de gagner pour soi un temps libéré des contraintes sociales, qu'elles soient productives (le travail) ou reproductives (le privé, la famille). Il s'agit aussi de sortir d'une conception du temps axée sur l'impératif de rentabilité, où le temps non productif est considéré comme du temps mort. Au contraire, le temps vivant pourrait être redéfini comme des moments individuels

ou collectifs (plus ou moins) débarrassés des rapports de pouvoir, qui ouvrent sur la créativité, l'échange, le débat et peut-être, on l'espère, sur de nouvelles pratiques sociales. Selon André Gorz, « à travers le pouvoir du temps, c'est le pouvoir tout court qui est en jeu, et sa distribution au sein de la société, le devenir de celle-ci. ² » Dans ce sens, libérer du temps est une condition nécessaire de tout changement vers une société égalitaire, solidaire et juste.

² Cité par Anne-Françoise Theunissen dans « Crédit-temps : la fin d'une utopie », *Politique*, n° 67, 2010, p.40 (A. Gorz, *Misère du présent, richesse du possible*, Galilée, 1998).